

# **EXHIBIT B**

ROLE CIVIL N° 946  
ANNEXE 2005

EDICTOIRE N° 77  
DU 04-07-2005

**EXPRESS**

# REPUBLICAINE DU CONGO

L'an deux mil cinq  
Et le quatre du mois de juillet;

Par devant nous, Norbert ELENGA, Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, tenant audience publique des référés en notre Cabinet sis au Palais de Justice de cette ville;

Assisté de Maître Marc ETIKI, Greffier en Chef des Chambres Civiles dudit Tribunal;

(/u la requête en date à Pointe-Noire du 02 Juillet 2005 de la République du Congo, Ministère des Hydrocarbures, ayant pour conseils, Maîtres Irène Jaziane OKOKO, Hervé OBONGUI NGUITE et Nadia MACCISO, Avocats à la Cour N° 15157 Pointe-Noire;

Attendu qu'elle expose à l'appui de sa requête, que se prévalant de ce qu'elle a été saisie par la société AP CAP (titulaire d'une concession sur la République du Congo suivant une décision de la Cour Suprême de l'Etat de New York du 9 mai 2000) par les décisions des 1 et 22 février 2005 de la Cour du District et l'ouest du Texas, Division Austin, d'attribuer à la société GMS Meehan Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited, l'autorisation de prospection et d'exploitation des parts de pétrole brut correspondant aux concessions fiscales dues à la République du Congo en titre de la concession pour la production d'hydrocarbures du 25 mai 1979;

que les jugements des 1 et 22 février 2005 privent le contrôle de la Cour sur les réserves fiscales, le versement des redevances fiscales en matière de profits de la Cour au profit de AP CAP en violation de la constitution de celle-ci sur la République du Congo ainsi que tous autres éléments que la Cour d'appel, par ses décisions intervenant à l'égard de la République du Congo et tous personnes ayant connaissance de ces décisions de transférer, aliéner ou de disposer des intérêts de la République du Congo;

Mais que ces décisions ne pourraient être exécutées en République du Congo;

Qu'en effet, une décision de justice rendue par une juridiction étrangère, dans le respect de la souveraineté par la République du Congo, ne peut être exécutée en République du Congo sans avoir été reconnue par la République du Congo. Or, la République du Congo n'a pas reconnu les décisions des 1 et 22 février 2005 de la Cour du District et l'ouest du Texas, Division Austin, d'attribuer à la société GMS Meehan Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited, l'autorisation de prospection et d'exploitation des parts de pétrole brut correspondant aux concessions fiscales dues à la République du Congo en titre de la concession pour la production d'hydrocarbures du 25 mai 1979. Par conséquent, les décisions des 1 et 22 février 2005 de la Cour du District et l'ouest du Texas, Division Austin, d'attribuer à la société GMS Meehan Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited, l'autorisation de prospection et d'exploitation des parts de pétrole brut correspondant aux concessions fiscales dues à la République du Congo en titre de la concession pour la production d'hydrocarbures du 25 mai 1979, ne peuvent être exécutées en République du Congo.

Qu'en l'occurrence, les décisions américaines des 1 et 22 février 2005 n'ont pas été notifiées à la République du Congo et que ni la société AP CAP, prétendus créanciers de la République du Congo, ni les sociétés GMS Meehan Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited, tiers saisis, n'ont formé devant les Tribunaux Congolais une demande d'exécution des dites décisions américaines;

Que l'article 50 de l'Acte Uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose que les biens déclarés insaisissables par la loi nationale de chaque Etat Partie ne sont pas susceptibles de saisie alors même qu'ils seraient détenus par des tiers;

Que la saisie ordonnée par la juridiction américaine est contraire à l'ordre Public international et à la souveraineté de la République du Congo en ce qu'elle vise des redevances fiscales, par nature insaisissables, et porte atteinte à la République du Congo dans l'exercice de sa souveraineté fiscale;

Qu'ainsi, il s'agit, la question de livraison des parts de pétrole brut de

EXHIBIT B



-2-

la République du Congo détenues par les sociétés OMS MONICO INC, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited étant urgents et comportant un péril certain, d'ordonner aux ministres que ces sociétés livrent à tout opérateur désigné par la République du Congo lesdites parts de pétrole brut;

Qu'en conséquence de ce qui précède, la République du Congo sollicite, par décision de référé d'urgence à ne pas désestimer, que les Tribunaux Congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction américaine et portant sur la redynamisation pétrolière due à la République du Congo au titre de la convention du 25 mai 1979, ainsi que les décisions de la Cour du District de l'Ouest du Texas des 4 et 22 février 2005 ou qu'une décision d'une juridiction étrangère ne peut s'exécuter sur le territoire congolais sans avoir préalablement fait l'objet de la procédure d'exequatur devant les cours et tribunaux congolais; constater que les décisions des 4 et 22 février 2005 sont contraires à l'ordre public et ne sauraient être exécutées sur le territoire congolais; ordonner aux sociétés OMS MONICO, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited de livrer à tout opérateur désigné par la République du Congo les parts de pétrole brut lui revenant, conformément aux dispositions de la convention du 25 mai 1979 et de la législation en vigueur; ordonner l'application de droit de la République à intervenir annulant toutes voies de recours; statuer ce que de droit sur les dépens;

Attendu que par conclusions en date du 03 juillet 2005, la Société OMS MONICO CONGO INC, ayant pour conseil maître Sylvie Minda MOUNCHER, avocat à la Cour des 318 Pointe-à-Pierre, a soumis ce qui suit;

Que un certain nombre de juridictions Américaines ont rendu des décisions condamnant l'insubordination des parts de pétrole brut versant à la République du Congo suite les parts de la Société OMS MONICO CONGO INC;

Que si la Société OMS MONICO CONGO INC a introduit des requêtes de nomination auprès de plusieurs cours Américaines et que ces cours ont rendu des décisions de nomination, ces décisions ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais; que les décisions de nomination ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais; que les décisions de nomination ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais; que les décisions de nomination ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais;

Qu'en conséquence, la République du Congo sollicite, par décision de référé d'urgence à ne pas désestimer, que les Tribunaux Congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction américaine et portant sur la redynamisation pétrolière due à la République du Congo au titre de la convention du 25 mai 1979, ainsi que les décisions de la Cour du District de l'Ouest du Texas des 4 et 22 février 2005 ou qu'une décision d'une juridiction étrangère ne peut s'exécuter sur le territoire congolais sans avoir préalablement fait l'objet de la procédure d'exequatur devant les cours et tribunaux congolais;

Qu'en effet, si tel était le cas, la Société OMS MONICO CONGO INC aurait pu introduire des requêtes de nomination auprès de plusieurs cours Américaines et que ces cours ont rendu des décisions de nomination, ces décisions ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais; que les décisions de nomination ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais; que les décisions de nomination ne sont pas exécutoires sur le territoire congolais;

Que la Société OMS MONICO CONGO INC étant manifestement un tiers aux procédures contentieuses ci-dessus citées, elle ne devrait pas avoir à subir de telles conséquences;

Que l'article 990 du Code de Procédure Civile, Commercial, Administrative et Pénale dispose: "Sous réserve des dispositions contraires, les décisions rendues par les tribunaux étrangers et les actes émis par les autorités publiques ou ministérielles étrangères ne sont exécutoires sur le territoire congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction congolaise qui aurait été compétente rationne materiae pour en connaître";

Qu'il ressort de ce texte que l'exequatur n'est requis que pour les décisions étrangères exécutées sur le territoire congolais;

Que sur les décisions de la Cour de District des Etats-Unis, District de l'Ouest du Texas, ont été rendues, signifiées et exécutées aux Etats-Unis;

Que seuls les effets de cette exécution opère aux Etats-Unis sont ressentis au

.../...





•••••

ce qui aurait été compétente "ratione materiae" pour en connaître;

Attendu en définitive qu'il n'y a donc lieu à opposer à l'Etat Congolais toutes les défenses judiciaires africaines;

Attendu également que l'article 50 de l'Acte Uniforme Sur les Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution (AUPREV) de l'CEAUA dispose que les biens déclarés insaisissables par la loi nationale de chaque Etat Partie ne sont pas susceptibles de saisir alors même qu'ils seraient détenus par des tiers;

Or attendu que les redevances pétrolières sont déclarées insaisissables par la loi Congolaise;

Attendu en définitive qu'il sied de dire que la saisie du pétrole brut Congolais ordonnée par les tribunaux américains est contraire à l'ordre public et porte atteinte à la souveraineté de l'Etat Congolais;

Attendu quant regard de tout ce qui précède, il y a lieu de dire que la requête de l'Etat Congolais est donc régulière et recevable;

Attendu au fond que cette requête est fondée; il y a lieu de faire droit à cette requête;

Qu'il faut donc se prononcer sur les Tribunaux Congolais de tout les autres juridictions africaines, américaines et européennes et portant atteinte à la souveraineté de la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979;

Attendu qu'il y a lieu donc de rejeter purement et simplement tous les arguments développés par la société CHEMEXO Congo-198;

Attendu que la société CHEMEXO CONGO INC a échoué en procès;

Qu'il y a lieu de mettre à la charge de la société CHEMEXO CONGO INC les dépens de procédure;

#### DES CONCLUSIONS

Statuant conformément aux conclusions, en l'état de la cause, et sur les conclusions de la société CHEMEXO CONGO INC;

En conséquence, condamne la société CHEMEXO CONGO INC à payer les dépens de procédure;

Mais de la somme de 1.000.000.000 FCFA par provision;

Constate que les Tribunaux Congolais de tout les autres juridictions africaines, américaines et européennes et portant atteinte à la souveraineté de la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979;

Dispose que les décisions judiciaires africaines de l'Union Africaine, américaines et européennes et portant atteinte à la souveraineté de la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979 et portant atteinte à la souveraineté nationale de la République du Congo sont insaisissables selon la loi Congolaise;

Constate que les décisions judiciaires américaines ayant ordonné la saisie du pétrole brut Congolais sont contraires à l'ordre public et portant atteinte à la souveraineté nationale de la République du Congo;

En conséquence;

Ordonne aux sociétés CHEMEXO Congo Company et Petro Congo Limited de livrer à l'Etat Congolais le pétrole brut Congolais et portant atteinte à la souveraineté de la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979 et de la législation en vigueur;

.../...



Déclare que la présente Ordonnance sera exécutée, en cas de résistance de la société GMS KONGO, avec l'aide et assistance de la Force Publique;

Ordonne l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant toutes voies de recours;

Mettons les dépens à la charge de la société GMS KONGO CONGO INC;

Et avons respecté signé notre Ordonnance avec le Greffier,/-

Suivant les signatures (s) illisibles

du Président et du Greffier

Sur la mention d'enregistrement

Enregistré à Pointe-Noire le 21 juillet 2005

Pour l'exécution collationnée

certifiée conforme à l'original

établi en 02 pages

POINTE-NOIRE, le 21 juillet 2005

Le Greffier en Chef

Enregistré au 1<sup>er</sup> Bureau de l'Etat  
à la date du 21 juillet 2005  
au greffe de la Cour d'Appel  
de Pointe-Noire  
à la demande de la société GMS KONGO CONGO INC  
pour l'exécution collationnée  
certifiée conforme à l'original  
établi en 02 pages

Me R. KOUH-KOULO  
Greffier en Chef

**EXECUTION COPY**

**ORDER**

F No. 251

CIVIL LIST No. 546

YEAR: 2005

**REPUBLIC OF THE CONGO**  
**ON BEHALF OF THE CONGOLESE PEOPLE**

REGISTER No. 477

OF JULY 4, 2005

In the year two thousand five;  
And on the fourth day of July;

Before us, Norbert Elanga, Presiding Judge of the Pointe-Noire Court of First Instance, holding an urgent public hearing in our Chambers in the Courthouse of said city;

With assistance from Marc Eteki, Attorney, Head Registrar of the Civil Sections of said Court;

With reference to the motion dated July 2, 2005 in Point Noire from the Republic of the Congo, Ministry of Hydrocarbons, with Irène Josiane Okoko, Hervé Obongui Nguie and Nadia Macosso as Legal Counsel, Attorneys at Law, B.P. 5137, Pointe-Noire;

Whereas in support of its motion, it stated: whereas AF CAP (which holds a claim against the Republic of the Congo according to a decision of the Supreme Court of the State of New York of May 9, 2000) based on the decisions of February 4 and 22, 2005 of the District Court, Western District of Texas, Austin Division, United States of America, CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited do not intend to allow the removal of the shares of crude oil that correspond to the royalties owed to the Republic of the Congo under the hydrocarbons production agreement of May 25, 1979;

Whereas the decisions of February 4 and 22, 2005 provide for the Court's control over the tax royalties owed to the Republic of the Congo, the payment of said royalties in cash to the Registrar of the Court in favor of AF CAP as payment of AF CAP's claim against the Republic of the Congo and of any additional sum the Court may order. These decisions also prohibit the Republic of the Congo and any person with knowledge of these decisions from conveying, concealing or alienating the Republic of the Congo's interests;

But whereas these decisions could not be executed in the Republic of the Congo;

Whereas, actually, a court decision handed down by a foreign jurisdiction, even when the obligor has renounced its immunity of jurisdiction and execution, cannot be executed *ipso jure* in a foreign country; whereas, to be executed, it must be submitted to the procedure for authorizing execution as provided for by Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure, according to which: "unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, decisions handed down by foreign courts and instruments received by foreign public or ministerial officers can be executed in the territory of the Congo only after having been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that had *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas in this case, the Republic of the Congo was not notified of the U.S. decisions of February 4 and 22, 2005, and whereas neither AF CAP, alleged obligee of the Republic of the Congo, nor CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited, third parties garnished, filed a motion with the Congolese Courts for the authority to execute the same U.S. decisions;

Whereas Article 50 of the Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution stipulates that property declared not subject to garnishment by the national law of each Contracting State may not be garnished even though it may be held by third parties;



Whereas the garnishment ordered by the U.S. jurisdiction is in conflict with International Public Order and the Republic of the Congo's sovereignty in that it is aimed at tax royalties, by their nature not subject to garnishment, and it interferes with the Republic of the Congo's exercise of its sovereignty in matters of taxation;

Whereas, therefore, since the issue of the delivery of any operator designated by the Republic of the Congo's shares of crude oil held by CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited is urgent and contains a certain peril, it is important to immediately order these companies to deliver said shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo;

Whereas based on the foregoing, the Republic of the Congo is requesting that, by urgent decision, the Court: - find that the Congolese Courts have not received any decision from a U.S. jurisdiction on the garnishment of the mining royalty owed to the Republic of the Congo's under the agreement of May 25, 1979; - find that the decisions of the District Court, Western District of Texas, of February 4 and 22, 2005 or that a decision from a foreign jurisdiction cannot be executed in Congolese territory without first having been the subject of the procedure of authority to execute before the Courts and Tribunals of the Congo; - find that the decisions of February 4 and 22, 2005 conflict with the public order and could not be declared enforceable by a Congolese jurisdiction; - order CMS Nomeco, Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited to deliver the shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo, which is owed those shares in accordance with the provisions of the agreement of May 25, 1979 and the laws in effect; - order the *ipso jure* execution of the decision to be handed down notwithstanding any appeals; - rule on the costs as required by law;

Whereas in briefs dated July 2, 2005, CMS Nomeco Congo Inc., with Sylvie Nicole Mouyeck as Legal Counsel, P.O. Box 5316, Pointe-Noire, reacted as follows:

Whereas a certain number of U.S. jurisdictions have handed down decisions ordering the immobilization of shares of crude oil owed to the Republic of the Congo held by CMS Nomeco Congo Inc;

Whereas CMS Nomeco Congo. Inc. filed motions to have the proceedings terminated with several U.S. courts on the grounds that its delivery of the shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo would be compulsory under Congolese law, notwithstanding the existence of a decision to the contrary from a U.S. jurisdiction, and whereas one of the Courts has dismissed this motion, and the others have not ruled on the subject;

Whereas finally, in view of the fact that CMS Nomeco is a U.S. company, and that the proceedings in progress are U.S. proceedings, a decision from a Congolese jurisdiction requiring CMS Nomeco to deliver shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo would render CMS Nomeco liable to the risk of remitting double payment;

Whereas in fact, if such were the case, CMS Nomeco would be forced to deliver shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo in accordance with the decision of the Court of First Instance and would run the risk of also having to remit a payment to the United States to be in compliance with the decision of the U.S. Court;

Whereas CMS Nomeco is obviously a third party to the proceedings mentioned above, it should not have to be subjected to such consequences;

Whereas Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure provides that: "Unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, judgments handed down by foreign courts and official instruments by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that has *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas from this code it emerges that authority to execute is required only for decisions of foreign jurisdictions executed in Congolese territory;

[stamp: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE Head Registrar]



Whereas the decisions of the District Court of the United States, Western District of Texas, were handed down, served and executed in the United States;

Whereas only the effects of this execution, carried out in the United States, are felt in the Congo through CMS Nomeco Congo Inc.;

Whereas the Republic of the Congo could not provide evidence of any instrument of execution whatsoever carried out in the Congo by AF-CAP, the U.S. company;

Whereas under these conditions, the Republic of the Congo cannot make valid use of the argument that its obligee observed the procedure for the authority to execute as though it were executing its decision in Congolese Territory;

Whereas the Republic of the Congo further supports its motion by the immunity from garnishment it enjoys under the law, in particular from Article 50 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution and Article 77 of the Charter of Government Corporations;

Whereas, however, it was noted above that CMS Nomeco Congo Inc. is only "a third party holder" of the shares of crude oil disputed by AF-CAP Inc., the U.S. Company, and the Republic of the Congo, pursuant to the U.S. decisions dated February 4 and 22, 2005, respectively;

Whereas the fact that CMS Nomeco has immobilized these shares of crude oil due to the decisions of the U.S. jurisdictions does not mean that CMS Nomeco Congo Inc. is a party effecting a garnishment;

Whereas CMS Nomeco Congo Inc. could not agree on this issue of immunity of garnishment that involves the main parties to the dispute, mainly AF-CAP Inc., the U.S. company, and the Republic of the Congo;

Whereas it is requesting that the Court: - find that a certain number of U.S. jurisdictions have handed down decisions ordering the immobilization of the shares of crude oil owed to the Republic of the Congo, now held by CMS Nomeco; - find that CMS Nomeco Congo is only a "third party holder" of the immobilized shares of crude oil; - find that only the effects of this execution are felt in the Congo through CMS Nomeco; find that there is no instrument of execution whatsoever that has been carried out in Congolese territory;

Whereas consequently, find that there is no reason to order the delivery of the shares of crude oil requested by the Republic of the Congo; and - order the Republic of the Congo to pay the costs;

BASED UPON WHICH, WE, THE JUDGE FOR URGENT MATTERS

Whereas the examination of the exhibits in the file shows that the U.S. court decisions that ordered the attachment of Congolese crude oil conflict with the Congolese laws in effect;

Whereas the Republic of the Congo is indeed a sovereign State and therefore a Government Corporation and Enterprise;

Whereas there is reason to apply to it the provisions of Article 30 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution which provides that "Compulsory distraint and preventive measures shall not apply to persons enjoying immunity from execution. However, any unquestionable debts due for payment belonging to public corporations or enterprises, regardless of their form and mission, may equally be compensated with unquestionable debts due for payment belonging to any person owing them, subject to reciprocity;"

Whereas furthermore, the decisions of the U.S. courts, including for the attachment of the Congolese crude oil, have not yet been authorized for execution;

Whereas in fact Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure (CPCCAF) provides that "Unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, judgments handed down by foreign courts and official instruments by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that has *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas ultimately, there is therefore no reason to use the decisions of the U.S. courts as arguments against the Congolese State;

Whereas, moreover, Article 50 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution (UAOSRPME) provides that "property declared not subject to attachment by the national law of each Contracting State may not be attached, even if it is held by third parties;

Yet, whereas the oil royalties are declared not subject to attachment by Congolese law;

Whereas ultimately, it should be found that the attachment of the Congolese crude oil ordered by the U.S. courts is in conflict with public order and interferes with the sovereignty of the Congolese State;

Whereas with regard to the foregoing, there is reason to find that the Congolese Republic's motion is in order and admissible;

Whereas, in substance, it is grounded; whereas there is reason to accept it;

Whereas it is therefore essential to find that the Congolese Courts have not received any decision handed down by a U.S. jurisdiction on the attachment of the oil royalty owed to the Republic of the Congo under the convention of May 25, 1979;

Whereas there is reason to unconditionally dismiss all the arguments made by Nomeco;

Whereas Nomeco Congo Inc. has lost the proceedings;

Whereas there is reason to require that it pay the costs in accordance with Article 57 of the CCCAFP;

NOW THEREFORE

Ruling in public based on the arguments of both parties on an urgent basis in a civil matter in the first instance;

On the merits, we refer the parties to enter an appeal as they shall advise;

But at this time, given the urgency and by way of advance;

We find that the Congolese Courts have not received any decision handed down by a U.S. jurisdiction on the attachment of the oil royalty owed to the Republic of the Congo under the convention of May 25, 1979;

We find that the U.S. court decisions or decisions of other foreign jurisdictions may not be executed in Congolese territory without first having been the subject of the procedure of the authority to execute with the Congolese Courts and Tribunals. We find that the Congolese oil royalties cannot be attached according to Congolese law;

[stamp: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE Head Registrar]

We find that the U.S. court decisions that ordered the attachment of the Congolese crude oil are in conflict with the public order and interfere with the Republic of the Congo's national sovereignty;

Consequently;

We order CMS Nomeco, Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited to deliver the shares of crude oil that are owed to any operator designated by the Republic of the Congo in accordance with the provisions of the agreement of May 25, 1979 and the laws in effect;

We require that this order be executed, and with the assistance of the law enforcement authorities in the event there is resistance;

We order the provisional execution of this order notwithstanding any appeals;

We order CMS Nomeco Congo Inc. to pay the costs.

And we have signed our Order with the Clerk,

The illegible signatures of the Presiding Judge and the Registrar follow.

The recording follows.

Recorded in Pointe-Noire on July 4, 2005

Certified true execution copy, checked against the original, 5 pages

Pointe-Noire, July 5, 2005

Head Registrar

In consequence thereof: the Republic of the Congo orders its registrars, based upon this application, to execute said judgment with the Attorneys General and Prosecuting Attorneys of the Appeals Courts and Courts of First Instance and to assist all commanders and law enforcement agencies and to assist them when they are required by law to do so.

In witness whereof, this execution copy has been signed and sealed by the Head Registrar of the Pointe-Noire Court of First Instance and delivered by him in the form of an execution copy.

[signed]

By the Court  
Document Checked against the Original  
The Head Registrar

R. Koud-Okouo, Attorney  
Head Registrar

[stamp: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE Head Registrar]